

Le violent projet de retrait d'Air France à Orly porte mal son nom : « Projet d'évolution du réseau domestique au départ de Paris » ! Derrière ces quelques mots, il y a d'énormes impacts sociaux mais aussi beaucoup de questions sur la stratégie et l'efficacité économique.



Nous n'avons jamais nié le recul de la clientèle affaires mais Transavia est-elle le bon outil pour le réseau domestique ? L'expérience de Toulon nous apprend que non.

La Direction refuse toutes nos propositions :

- ⊗ L'A220 ne serait pas une option même avec un nombre de rotations inférieur.
- ⊗ Les vols DOM et Afrique du Nord dont les résultats économiques sont positifs seraient plus rentables à Roissy.
- ⊗ Les salariés Air France ne peuvent pas assister les vols TO.

Nous avons demandé au cabinet en charge de l'expertise centrale de nous apporter les éclairages nécessaires car à ce jour, la Direction n'a étayé aucun de ses refus.

Nous devons comprendre les flux clients sur le HUB pour les vols DOM (passager vol sec, correspondance monde/Europe/domestique) mais avant même d'obtenir les réponses, nous sommes convaincus qu'il y a un marché au sud de Paris.

**Imaginer que les clients du sud de Paris viendront à Roissy,
c'est les envoyer chez nos concurrents !**

Une première mobilisation a été organisée par une large intersyndicale et un nouvel appel est lancé pour le 14 décembre.

**Comme pour le 28 novembre, FO appellera à la grève.
Préavis de 1 à 24 heures
le 14 décembre**



FO combat ce projet mais en parallèle, nous avons entendu les demandes des collègues. Même si nous souhaitons infléchir cette stratégie de substitution interne au groupe qui pourrait s'interpréter comme du cannibalisme, nous ne pouvons laisser les salariés concernés dans l'inconnu.

Toutes les organisations syndicales invitées participent activement aux négociations.

Pour **FO**, il y a deux sujets distincts :

- 🚫 **L'AGEPP** (Accord sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels) qui doit traiter de la vie courante de l'Entreprise, des mobilités et des évolutions hors projets lourds de restructurations. Concernant cet item, nous avons rappelé que les primes IPACH (prime compensant les pertes d'horaires décalés) et IPAPPE (Prime compensant les pertes sur les primes métier) ne doivent pas être résorbées par les évolutions de carrière, l'ancienneté ou les augmentations salariales. Cela revient à payer soi-même les pertes liées à la mobilité et gèle ainsi le pouvoir d'achat des salariés concernés.
- 🚫 Les **mesures spécifiques** liées au projet de retrait d'Air France sur Orly. Sujet compliqué car il faut accompagner au mieux les salariés contraints à la mobilité vers Roissy. Nous devons aussi nous assurer que les secteurs accueillants bénéficient de certaines de ces avancées afin d'éviter un clivage pouvant rendre difficile la vie des services.

FO a informé la Direction que l'AGEPP peut être proposé à signature à la fin des négociations. Par contre, nous refuserons la fin des négociations sur les mesures concernant le projet « Orly » avant d'avoir obtenu les conclusions de l'expertise centrale.

Nous restons convaincus que l'activité Air France peut rester sur Orly, nous restons convaincus que les emplois Air France doivent rester sur Orly.

La Direction refuse les mobilités Orly/province. Elle refuse d'introduire des périmètres de solidarité. Elle refuse de garantir des périmètres d'activité sur les escales de Nice, Marseille et Toulouse. Elle refuse d'aborder l'avenir des salariés qui resteraient à Orly pour assurer la DSP. Elle refuse de parler de l'après 2027 dans les escales corses.

Elle accepte d'augmenter les aides déjà existantes sur les mobilités. Elle ouvre la porte à plus de 500 départs de l'Entreprise dans le cadre de ces mesures.

**Quels que soient les projets, le seul constat est que cela se traduit irrémédiablement par la destruction d'emplois au sein du personnel au sol...
Une raison de plus pour combattre ce projet !**

Nous sommes engagés dans ces discussions avec l'obligation de ne pas oublier les problématiques pour les salariés qui restent et leur avenir !



Christophe Malloggi
Secrétaire général